



Spore

Santé et sécurité du travail
dans l'agriculture
La sécurité n'est pas un vain mot 1

Les investissements de la diaspora
Tout ce qui brille n'est pas or 3

L'infrastructure des marchés
*Entre le presque rien
et le démesuré* 4

EN BREF 6

REPÈRES 10

PUBLICATIONS 11

ENTRE NOUS 14

POINT DE VUE
*Savoir local
Vive la subsistance !* 16

Site Web : www.cta.nl



Dans ce numéro

Évitons les excès et
cherchons l'équilibre en
toutes choses, dans nos

rapports humains comme dans nos
pratiques agricoles. Tel est l'un des
messages de ce numéro de Spore.
Même face à des défaillances flagrantes
en matière de sécurité, il est important
de maintenir le dialogue entre toutes les
parties : un bon consensus est plus
efficace qu'une succession de
revendications extrêmes. Cela vaut aussi
pour l'un des éléments centraux de
notre vie à tous, le marché. Qu'ils
s'effondrent, qu'ils prospèrent, ou qu'ils
soient tout neufs et vides, les marchés
des pays ACP méritent qu'on leur prête
une attention bien dosée. Nos brèves
rendent compte de récents débats et
formations et incluent, comme
d'habitude, des informations pratiques
et des annonces de nouvelles
publications qui valorisent le
pragmatisme, dans les champs comme
dans les bureaux. Le "Point de vue"
débuté comme un cri, mais c'est le cri
d'une artiste du consensus, d'une
militante de l'agriculture paysanne en
Afrique du Sud, convaincue que nous ne
devons pas jeter aux orties certains pans
de notre passé. Au total, seize pages de
votre menu Spore favori, un mélange
riche mais, nous l'espérons, équilibré !



Illustration Marc Roesch

Santé et sécurité du travail dans l'agriculture

La sécurité n'est pas un vain mot

Les accidents dans les champs et dans les fermes sont aussi préoccupants que les graves défauts de sécurité relevés sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Trop peu, trop tard ou, pour ceux qui ne sont pas organisés, trop loin : ainsi se résument les mesures de sécurité pour les producteurs, les transformateurs et les consommateurs du monde entier.

Nous avons tous besoin de manger pour vivre et nous devons tous beaucoup à l'agriculture. Mais pourquoi diable la traitons-nous si mal ? À un bout de la chaîne alimentaire, les consommateurs s'indignent à hauts cris des risques que présente pour leur santé une nourriture de qualité suspecte. Mais à vrai dire ce n'est qu'une infime portion du problème de sécurité qui touche l'ensemble de la chaîne alimentaire. De la charrue à l'assiette, on se soucie peu et on parle moins encore de la santé et de la sécurité de ceux qui produisent la nourriture et la transforment. Or, leur santé et leur sécurité sont essentielles. Pour eux-mêmes et, au bout du compte, pour les consommateurs.

L'agriculture n'est pas un conte de fées. Le monde agricole est rude, avec ses blessures, ses maladies et ses morts. L'agriculture est le troisième secteur d'activité le plus dangereux après les mines et le bâtiment. Elle emploie près d'un milliard trois cents millions de travailleurs actifs, ou la moitié de la force de travail de la planète. On y enregistre près de la moitié des 250 millions d'accidents du travail survenus dans le monde. Selon les estimations du Bureau international du travail (BIT), 170 000 travailleurs agricoles sont victimes chaque année d'un accident mortel ; 10 % de ces accidents ont lieu en Afrique subsaharienne.

Dans les pays ACP et les autres pays en développement, le monde de l'agriculture se



Photo IAO

La propreté et l'organisation au travail : une usine de concentré de tomates en Erythrée.

caractérise par un nombre élevé de travailleurs indépendants, bien que plus de la moitié des travailleurs agricoles soient salariés. Salarié ou non, personne ne se blesse volontairement, mais beaucoup de gens prennent de gros risques sous la pression de la productivité et pour gagner quelques sous de plus. Mais les dangers sont bien là, en partie liés au manque d'éducation et à l'absence (ou l'insuffisance) de consignes de précaution, et en partie liés à la prédominance de l'argent sur la sécurité.

Danger ! Paysans au travail

La forte proportion d'accidents mortels ou de blessures dans l'agriculture (deux fois plus que dans les autres secteurs) est liée aux conditions de travail particulières. Les travaux agricoles sont multiples et se déroulent le plus souvent en plein air, ce qui expose les travailleurs aux aléas du climat. Beaucoup d'activités sont saisonnières et se font dans l'urgence. En contact fréquent ou permanent avec des animaux et des plantes, les travailleurs agricoles s'exposent aux morsures, aux empoisonnements, aux infections, aux maladies parasitaires, aux allergies, aux intoxications. Les postures de travail qu'impliquent certaines tâches ainsi que l'emploi d'outils manuels ou mécaniques inadaptés entraînent des accidents et des invalidités.

Les risques liés aux pesticides et à d'autres produits chimiques sont reconnus. Pourtant, nombre de petits agriculteurs ignorent ces dangers : ils ne reçoivent pas d'instructions claires et pratiques sur le sujet ou n'ont pas de vêtement de protection approprié. Les conditions de sécurité dans les grandes exploitations ne sont souvent pas meilleures. Le BIT a recensé de nombreux cas au Zimbabwe et en Éthiopie où la plupart des travailleurs agricoles, ouvriers saisonniers et occasionnels, ne reçoivent ni formation spéciale ni protection.

Hors des champs, l'insécurité est tout aussi préoccupante. Les unités de transformation agricole – en particulier dans le secteur informel – sont petites, mal éclairées, mal ventilées et dotées d'équipements parfois dangereux. Les risques sont sérieux, tant pour la sécurité du personnel que pour l'hygiène et la qualité du produit final.

Lisez le règlement

Au fur et à mesure que la production s'intensifie, les techniques de culture, d'élevage, de transformation et de distribution deviennent plus compliquées. Chaque nouvelle machine ou chaque nouveau produit chimique, des engrais aux produits de nettoyage, comporte un risque d'effets préjudiciables sur les hommes et l'environnement. Pourtant, le secteur agricole et les organismes ou institutions qui devraient lui garantir un environnement propice sont incapables d'accompagner ces changements par une information, une formation et – avouons-le – des dispositions légales adéquates.

Une vingtaine de conventions sur la santé et la sécurité du travail (SST) ont été adoptées par les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs membres du BIT. Des pays comme la Suède et la Finlande ont ratifié plus de 85 % de ces conventions, la plupart des pays ACP en ont signé tout au plus quatre.

Même lorsque les lois peuvent être appliquées de façon réaliste, de nombreux pays oublient l'agriculture dans leur législation sur la santé et la sécurité du travail. Si, au Kenya et au Brésil, la loi du travail s'applique à l'agriculture comme aux autres activités, au Ghana, en Sierra Leone, au Soudan et en République démocratique du Congo, les travailleurs agricoles sont exclus partiellement ou totalement de la législation. Dans d'autres pays, la loi a un champ plus vaste. À Fidji, en Namibie et en Afrique du Sud, les employeurs sont tenus pour responsables de la sécurité et de la santé de toute personne (autre que leurs propres employés) qui pourrait être affectée par l'activité de leur entreprise.

Ce sont les travailleurs occasionnels et les indépendants qui sont le moins bien protégés. En Éthiopie, on estime que 80 % de l'activité économique échappe aux dispositions du code du travail. Cela concerne tous ceux qui pratiquent l'agriculture de subsistance et particulièrement les femmes qui travaillent sur leur propre ferme ou comme main-d'œuvre saisonnière. Au total, plus de 700 millions de travailleurs agricoles dans le monde (plus de 130 millions dans les pays ACP) ne sont pas couverts par une législation spécifique en matière de santé et de sécurité du travail.

Un terrain vierge

“Charité bien ordonnée commence par soi-même !” Cette maxime vaut pour l'agriculture. Le nombre inacceptable d'accidents du travail dans ce secteur pourrait être notablement réduit si les travailleurs adoptaient un comportement plus “sécuritaire”. Question de formation sur le terrain ? Bien sûr ! Mais surtout, question d'éducation en général. Cas par cas, il est facile de dresser une liste des mesures de sécurité. Par exemple, on pourrait inciter les feronniers à ajouter une protection aux hachoirs

qu'ils fabriquent, ou associer les femmes à la conception d'outils manuels plus légers qui provoqueraient moins de lésions musculaires.

C'est à la base que la notion de sécurité peut prendre corps, mais c'est à d'autres niveaux qu'elle peut se mettre en œuvre. En décembre 2000, au cours d'un séminaire sur la sécurité et la santé organisé à Bamako, Mali, par le BIT, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) et le CTA, les participants ont appelé à des actions politiques et législatives aussi bien que dans la société civile et les organisations de développement (*Spore* 92 en dira plus à ce sujet).

La sécurité dans l'agriculture reste un terrain vierge en termes de politique de développement. Elle a tout simplement été négligée par de nombreuses institutions nationales et internationales pendant des décennies. Cela pourrait changer bientôt : une convention sur la sécurité et la santé dans l'agriculture sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale du BIT en juin 2001. Elle s'est fait attendre, mais elle est ambitieuse et, grâce à ses initiateurs, globale. Elle insiste sur la nécessité d'assurer la sécurité des travailleurs agricoles indépendants ou saisonniers, des femmes et des jeunes au même titre que les autres travailleurs. Toutefois, cette convention ne concerne pas l'agriculture de subsistance et la foresterie, ni les activités de transformation agroalimentaire, ces dernières relevant en principe des conventions industrielles.

Ce qu'elle propose devrait pourtant se traduire par de nouveaux comportements chez tous ceux qui œuvrent dans le secteur formel, inspecteurs gouvernementaux ou responsables syndicaux. Son adoption est en soi un gigantesque défi, comme l'ont souligné les participants à l'atelier de Bamako. Mais le plus difficile sera probablement de trouver les moyens de concrétiser sur le terrain ce qu'elle préconise.

Nous avons tous besoin de manger et nous avons tous besoin de sécurité.

Voir Repères, page 10, pour les sources d'information relatives à la santé et la sécurité.

Mesures nécessaires pour promouvoir la santé et la sécurité du travail en agriculture :

- développer un programme scolaire et des campagnes de sensibilisation ;
- recycler les vulgarisateurs, les ingénieurs agronomes, les inspecteurs gouvernementaux et les responsables syndicaux ;
- encourager (subventions, récompenses, primes) la fabrication d'outils et d'équipements sécurisés ;
- promouvoir des pratiques sûres d'utilisation, de stockage et d'évacuation des produits chimiques à tous les stades de la production agricole ;
- renforcer les capacités des institutions nationales à faire respecter les mesures de sécurité ;
- impliquer les organes chargés de la sécurité dans la formulation et la mise en œuvre des politiques agricoles ;
- bâtir un cadre juridique général et adopter la convention du BIT.

Les investissements de la diaspora

Tout ce qui brille n'est pas or

Les transferts d'argent des communautés de migrants vers les pays ACP ont été longtemps perçus comme un élément clé de la balance des paiements. Mais combien pèsent-ils ou pourraient-ils peser dans l'agriculture ?

Les affiches et les panneaux publicitaires pour les transferts d'argent font désormais partie du paysage urbain et même rural dans la plupart des pays ACP. Les routes de l'aéroport – pas nécessairement les meilleurs indicateurs de la santé financière d'un pays – sont jalonnées de messages affirmant que vous pouvez faire venir de l'argent de n'importe où dans le monde en quinze minutes.

Dans les centres d'appel, les télécentres, les boutiques et les cafés des communautés de migrants en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, les banques incitent les clients à envoyer de l'argent chez eux, au pays. Une autre manière de rappeler que la division internationale du travail existe bel et bien.

Ces transferts sont de l'ordre de mille francs ou de quelques centaines de dollars. Ils ont été soigneusement épargnés pendant le mois pour être partagés avec la famille restée au pays, déduction faite des frais bancaires, à des taux souvent usuraires. Quel impact ont-ils réellement sur le développement d'un pays ? Ces "fonds de migrants", comme les spécialistes de l'économie et du fisc les appellent, en sont venus à occuper une place à part dans les flux financiers internationaux.

Le poids de l'argent de l'émigration

Ils sont désormais inclus dans les statistiques internationales de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE), qui observe les flux de capitaux du Nord vers le Sud (mais pas dans l'autre sens). Plus précisément, l'OCDE mesure les flux financiers de l'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord, du Japon, de la Corée, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande vers les pays en développement. Pendant les années 70 et 80, l'aide officielle au développement constituait la plus grande part de ces flux auxquels l'OCDE ajoutait les montants relativement importants transférés par les organisations non gouvernementales. Au début des années 90, en raison des restrictions des budgets d'aide et d'une augmentation des investissements privés, la majeure partie de ces flux correspondait à des capitaux privés, dont 15 % étaient des fonds de migrants.

Le montant total des transferts de migrants vers les pays ACP est estimé à plus de 25 milliards de \$ US par an (€ 27 milliards). Ils proviennent principalement d'Europe de l'Ouest (vers l'Afrique) et d'Amérique du Nord (vers les Caraïbes et les pays ACP d'Amérique). On note aussi des flux intrarégionaux importants,

du Gabon vers des pays ouest-africains ou de l'Afrique du Sud vers le Mozambique entre autres. Des dispositions récentes à l'encontre du travail des migrants dans certains de ces pays ont fortement réduit ces transferts régionaux. On observe des transferts similaires vers l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud et de l'Est (principalement en provenance des pays du Golfe), et l'Amérique centrale et du Sud (en provenance de l'Amérique du Nord).

Investir dans la sécurité alimentaire

Dans certains pays ACP, l'argent des migrants permet de maintenir l'économie à flot. Le cas de l'archipel du Cap-Vert dans l'océan Atlantique est le plus connu. Là, il constitue entre 25 et 30 % du produit national brut, selon des rapports sur le phénomène *Nos ku Nos* (entraide mutuelle) de la diaspora capverdienne, établie principalement dans l'État du Massachusetts (USA), dans la province de Zuid Holland (Pays-Bas), au Portugal et au Brésil. Une étude du Smithsonian Institute (USA) évoque "la différence proverbiale entre une *carta de amor*, ou lettre d'amour, dans laquelle l'expéditeur a glissé quelques dollars en plus des bonnes nouvelles et des photos, et une *carta sec*, ou lettre sèche, qui ne contient pas d'argent".

Même scénario dans les îles du Pacifique et des Caraïbes, où les envois de fonds représentent au moins le quart du produit national. Max Blanchet, migrant et fin observateur de son Haïti natale, écrivait : "Pour ce que j'en sais, sans les envois de fonds de la diaspora haïtienne, la République aurait sombré depuis longtemps dans la mer des Caraïbes."

Quand la majeure partie de leur population vit à l'étranger, les États comme Barbuda et Anguilla sont très dépendants de ces envois de fonds. Ils en paient d'ailleurs le prix, car une émigration massive peut élever le niveau de vie d'un pays tout en minant son économie. "L'emploi diminue, les champs sont livrés au bétail et aux cocotiers, les labours cèdent la place aux pâturages, et la brousse regagne les pâturages" : c'est une des images d'Anguilla.

Les fonds de migrants ont un potentiel d'investissement énorme, et des mesures sont prises pour les encourager. Selon l'International Finance Corporation, connue de tous comme la "banque de la Banque Mondiale", "en Érythrée, le secteur des services représente 60 % du pro-

duit national brut et jouera un rôle économique majeur. Les sous-secteurs appelés à se développer rapidement sont le commerce de gros et de détail, les transports, les communications, la construction et les services financiers. Ils sont alimentés par les fonds des expatriés." Dans la Somalie voisine, le tableau des investissements est moins rose : "Les envois de fonds sont 10 fois supérieurs à ceux de l'aide internationale au développement. Ils sont estimés à 150 millions de \$ US par an (€ 162 millions), mais ils ne sont pas conservés et le capital d'investissement continue à faire défaut."

Investis ou non, peu de fonds vont vers l'agriculture familiale. En Europe de l'Ouest, on a fait grand cas des fonds provenant, par exemple, de communautés d'émigrés de la région parisienne qui financent des projets d'irrigation villageoise au Mali, au Sénégal ou au Burkina Faso. On a aussi parlé de communautés qui, de Londres, financent des projets de transformation agroalimentaire au Ghana. Mais en réalité, au-delà du battage médiatique



Dans quoi investir ?
Dans un tracteur ou dans un taxi ?

autour de ces micro-initiatives, il ne reste pas grand-chose en termes de bénéfices. Ces fonds servent souvent à couvrir des pertes d'exploitation ou des besoins en trésorerie plutôt qu'à des investissements productifs.

Le temps est peut-être venu, pour les projets de développement, de mieux se faire connaître – en clair, de mieux "se vendre" – auprès des communautés de la diaspora. Pourquoi pas rechercher des fonds non seulement au nom d'une solidarité moralement correcte, mais aussi en termes d'opportunités d'investissement pour le bénéficiaire, non négligeable et tout aussi correct, de la sécurité alimentaire ? Et où mieux commencer, sinon auprès des compatriotes ?

Entre le presque rien et le démesuré

Les équipements jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement des marchés. Or, malgré les efforts déployés dans les pays ACP depuis une dizaine d'années, ces équipements sont insuffisants, voire inexistant, notamment en Afrique subsaharienne. Construits, reconstruits, désertés ou engorgés, ils ont du mal à trouver la bonne peinture.



Photo Mark Edwards/Skill Pictures

Nos vies s'organisent autour du marché, que ce soit dans la cohue de l'Afrique de l'Ouest, du Soudan ou à Maputo (Mozambique)

Pas d'éclairage, pas de toiture, peu ou pas de points d'eau, voies d'accès en terre battue... C'est le lot de presque tous les marchés d'Afrique. La situation est comparable à celle des infrastructures routières (voir *Spore* 77). Elle induit des dysfonctionnements similaires qui entravent la circulation des

biens et des personnes à l'intérieur comme à l'extérieur des marchés.

Les marchés "officiels", "organisés" ou "administrés" se distinguent des marchés spontanés par un certain niveau d'équipement. À vrai dire, la différence est surtout d'ordre fiscal. Les marchés organisés sont ceux où les redevances sont (en principe) régulièrement perçues (entre 150 à 300 FCFA par jour selon l'emplacement) et qui bénéficient des services d'entretien et de nettoyage de la municipalité. Dans le meilleur des cas, ce sont des halles couvertes, pourvues de hangars (pour les marchés de gros), d'un sol en dur, d'électricité, d'étals fixes ou mobiles, de sanitaires et de bornes-fontaines. Dans le meilleur des cas !

Car au Sénégal, au Mozambique ou en Côte d'Ivoire, on patauge dans les marchés

quand il pleut, à cause de la boue et du manque de canaux d'évacuation. Sur le marché de Xipamanine, le plus grand de la capitale mozambicaine, le sol est en terre battue. Il n'y a ni eau courante ni toilettes. Or, Xipamanine n'est pas une exception. Il ferait même figure d'exemple : il est partiellement couvert et éclairé dans sa partie "formelle".

Comme les installations sont insuffisantes et l'espace est inadapté aux besoins, l'occupation se fait anarchique, à l'intérieur comme à l'extérieur. Une multitude de marchands mal lotis, de vendeurs à la sauvette, de petits commerces, de restaurants de fortune et de réparateurs se répandent sur la voie publique. Ainsi se constitue, autour d'un noyau formel, une ceinture informelle qui se déploie jusque dans les rues adjacentes : un marché parallèle sans infrastructures ni organisation.

Manque d'hygiène, insalubrité, insécurité pour les marchands comme pour les consommateurs, difficultés d'accès, conflits sur les attributions d'emplacements, rapports de force entre commerçants et autorités locales, manque à gagner, concurrence déloyale entre vendeurs à la sauvette et marchands installés "dans les règles"... Du fait des nuisances qu'ils engendrent à tous les niveaux, les marchés urbains et les grands centres frontaliers sont depuis les années 90 au cœur des projets d'aménagement et de réhabilitation.

Au départ, des objectifs louables

Le marché aux poissons de Dar es-Salaam (Tanzanie) sera remplacé dans deux ans par un marché moderne. Objectifs : une

meilleure hygiène, une plus grande accessibilité pour les bateaux et l'exploitation optimale d'un potentiel de pêche estimé à 730 000 tonnes de poissons par an. Le Burkina Faso, lui, se préoccupe de se désenclaver, avec la réhabilitation de trois marchés de bétail aux frontières du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Mali. Le financement (25 à 30 millions de FCFA) a été pris en charge par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) avec l'appui du CFC (Fonds commun de financement pour les produits de base). Ces marchés accueillent à chaque foire 1 000 à 2 000 têtes de bétail transportées par camion. Ils sont clôturés, pourvus de points d'eau, d'équipements sanitaires et d'embouche, de services vétérinaires, de magasins de stockage et de structures d'hébergement. Ces équipements permettent aux commerçants d'acheter et de stocker des animaux, de les maintenir en bonne santé et de bénéficier de services multiples, y compris ceux d'un comité de gestion (une association de professionnels) pour régler les formalités douanières. "En créant des points de convergence frontaliers qui favorisent la promotion des échanges, nous voulons valoriser le rôle d'interface importateurs-exportateurs, explique Dramane Coulibaly, responsable du programme au CILSS. Nous voulons aussi épargner aux éleveurs burkinabés les tracsseries douanières et les frais de transport."



La sauvette plus prisée que le marché moderne

À Yaoundé, au Cameroun, à la fin des années 70, un nouveau marché à étages a été construit à l'emplacement de l'ancien marché central. Les commerçants se sont arrachés les boutiques dans cet immeuble futuriste dont la forme circulaire fut longtemps une curiosité architecturale. Hélas, les consommateurs rechignent à gravir les escaliers de l'édifice, préférant s'approvisionner aux étages inférieurs. Des vendeurs à la sauvette ont envahi la grande esplanade que surplombe le marché, assaillant les clients dès leur sortie de voiture. Découragés, les marchands ont délaissé leurs stands aux étages. Désertés, sales, malodorants, ces stands servent désormais d'entrepôts aux vendeurs à la sauvette et de repaires aux sans-abri. Sur l'esplanade, en revanche, c'est la cohue. Le monstre de béton gris a pris toutes les allures d'un éléphant blanc.

Il n'y a plus de fleuristes au marché aux fleurs

Il y avait dans le quartier résidentiel de Bonapriso, à Douala (Cameroun), un marché aux fleurs avec une cinquantaine de stands loués 30 000 FCFA par mois à des marchands de becs de canard, de muguet, de lys, de roses et autres marguerites. À quelques kilomètres, sur l'emplacement d'un terrain de foot, se trouvait un marché d'antiquaires très attrayant. Afin de redynamiser le sport dans la ville, les autorités municipales ont décidé de redonner à ce terrain sa vocation première. Résultat : n'ayant plus d'espace, les antiquaires ont progressivement envahi les boutiques du marché aux fleurs. La demande est forte, les prix flambent, et les antiquaires sont plus aisés que les fleuristes. Contraints de céder leur place aux vendeurs de masques et de djembés, les fleuristes ont quitté les lieux. Aujourd'hui, ils sont sur la chaussée.

Les gardiens du temple

Lorsqu'ils sont assurés par les services publics de la municipalité, les frais d'entretien et de nettoyage d'un marché peuvent coûter très cher aux marchands. Ils sont de l'ordre de 3 millions de FCFA à Bobo, calculés en fonction de la surface d'emplacement. À Johannesburg, les marchands du marché de Yeoville se sont organisés en association pour prendre en main eux-mêmes non seulement la maintenance et le nettoyage quotidiens de leur site, mais aussi sa gestion, en concertation avec les consommateurs. La société municipale qui s'en occupait autrefois leur apporte son appui technique. Cette coopération devrait déboucher sur des économies, une meilleure répartition des places dans le marché et une plus grande sécurité.



Photo Claitre Lamaud



Photo Erik Heijmans



Photo Bernard Favre

Au Mali, des halles monumentales sont en cours de construction à Bamako. Elles abriteront un centre commercial de plus de 2 000 blocs, un marché de gros de 120 magasins et un marché vivrier de 3 000 étals, avec poissonnerie, boucherie et chambres froides. Avec ce projet, la municipalité poursuit un quadruple objectif : supprimer les nuisances de l'énorme souk qui défigure la capitale où pas un marché n'a été construit depuis l'indépendance ; créer un pôle d'activités générateur d'emplois ; augmenter et rationaliser ses recettes fiscales ; enfin permettre à des commerçants d'exercer leur métier dans de bonnes conditions et d'atteindre à terme un objectif majeur pour tous, à savoir un gain en productivité.

À l'arrivée, des projets ambitieux

Mais quels commerçants ? Ceux qui sont en mesure d'acquitter taxes, pas-de-porte, frais d'entretien et de maintenance, droit d'entrée et coût d'investissement. À Bamako, ce coût est de quelque 750 000 FCFA pour l'acquisition d'un local de 3 m².

La municipalité de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), elle aussi, a voulu remettre de l'ordre en réhabilitant son marché central. Cette réhabilitation répondait à une demande des consommateurs et des commerçants qui désiraient une nette amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. De son côté, la commune souhaitait instaurer une véritable administration dans ce marché et reprendre en main la gestion des équipements, objets de transactions incontrôlés (cession, sous-location, rachat, pots-de-vin). Le marché de Bobo est aujourd'hui le plus grand du Burkina Faso. Il s'étend sur 6 hectares bitumés, divisés en quatre secteurs. Il abrite 5 000 installations de vente, 4 points d'eau pour les commerçants, 4 autres pour la boucherie, 2 blocs sanitaires par secteur et un télécentre. Le projet (4,9 milliards de FCFA) a été cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) à 70 % et par les commerçants eux-mêmes (solde : 1,5 milliard de FCFA). Les places se sont arrachées dès le début de la prévente. Le montant du droit d'entrée oscille entre 230 000 FCFA (pour une boutique de secteur de 4 m²) à 1 600 000 FCFA (pour une boutique de ceinture de 9 m²). Les acquéreurs disposent d'un titre de copropriété d'une durée de 25 ans, renouvelable. Mais qui sont-ils ? En grande majorité des petits et moyens commerçants déjà présents dans le noyau "formel" de l'ancien marché et résidant à Bobo. Les vendeurs qui n'ont pas pu y trouver leur place faute d'argent sont sans doute allés ailleurs, grossir une troupe préoccupante d'informels et de laissés-pour-compte.

Leur nombre ne cesse de croître. Au Mozambique, le maire de Maputo confie dans un quotidien national "qu'il faudra bien trouver une solution au problème de ces marchands informels qui est *uma pedra no sapato* (une épine dans le pied)". Des

• L'infrastructure des marchés

milliers d'individus sont en quête d'espace. Des milliers d'autres, "réguliers" ceux-là, doivent être déplacés pour permettre la construction d'un centre commercial et la réhabilitation en cours de Xipamanine. Ce marché abrite 1 180 vendeurs permanents dans son enceinte formelle et autant de vendeurs occasionnels à l'extérieur. Le projet, financé par l'AFD et conçu par le bureau d'études du Groupe Bergman Incgérop, prévoit la construction d'un bâtiment couvert sur deux niveaux. Officiellement, il n'y aurait plus de partie informelle. Une commission a été constituée par la municipalité pour évaluer l'impact de cette opération. Les choses risquent de se passer comme pour la réhabilitation d'un immeuble, craint Isaac Ambasse, le représentant des vendeurs : "On dit aux locataires qu'ils seront relogés, mais ils découvrent que les loyers sont devenus trop élevés !" D'où des actions de sensibilisation et d'accompagnement pour expliquer à certains... qu'ils risquent de perdre leur emplacement. De son côté, Orlanda Fonseca, directrice des services municipaux des marchés et des foires, affirme qu'"il n'est pas possible d'intégrer des milliers de vendeurs du marché informel dans le nouveau marché. Ils n'en ont pas les moyens."

Le cercle vertueux

L'argent (celui des commerçants) et les coûts (de construction et de fonctionnement) sont les deux ingrédients majeurs à doser pour parvenir au juste équilibre entre équipements de luxe et infrastructures insuffisantes, sans pénaliser au bout du compte commerçants et consommateurs. Au Sénégal, le "louma" (marché) de Passy bénéficie d'une situation géographique de carrefour, non loin des grandes villes sénégalaises et proche de la Gambie. Espace de rencontre à dimensions humaines pour les hommes d'affaires gambiens et sénégalais, ce "louma" attire une clientèle nombreuse. La municipalité de Passy tire l'essentiel de ses recettes des activités de ce marché hebdomadaire. Les recettes ont été progressivement réinvesties dans la construction de souks couverts qui ceintureront bientôt des halles destinées aux marchands de friperie et de légumes. Ces souks sont édifiés avec le concours de l'Agence de développement municipal (ADM), proche des réalités locales et des besoins. Les frais de fonctionnement – l'éclairage public notamment – sont payés par le biais de la compensation, ce qui permet à la commune d'éviter les déboires que connaissent d'autres collectivités locales avec des sociétés concessionnaires. Les marchands sont de plus en plus nombreux à vouloir s'implanter sur ce marché. Tous ceux qui avaient été chassés avant les travaux ont retrouvé leur place et d'autres encore pourront disposer des installations.

Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple !

Pas chauds pour la vie sauvage

■ L'afflux de touristes et d'investisseurs étrangers dans les réserves naturelles d'Afrique australe ne profite pas aux communautés locales. Les éleveurs qui se sont reconvertis dans le tourisme ont besoin d'une formation pour bien gérer et conserver le patrimoine naturel, et la création d'un réseau vétérinaire pour les animaux sauvages s'impose aussi. Telles sont les conclusions d'une visite d'étude que le CTA a organisée au Botswana et en Afrique du Sud en octobre 2000.

Pour exister, intégrez-vous

■ Dans la foulée des accords de Cotonou qui vont intégrer les pays ACP dans l'économie mondiale et en vue des négociations de l'Organisation mondiale du commerce, un séminaire sur les aspects agricoles de la mondialisation a été organisé à Dakar (Sénégal) début octobre 2000. Au programme : améliorer la compétitivité, développer les marchés régionaux, participer efficacement aux négociations mondiales. Soutenu par un groupe de donateurs, de banquiers et d'organismes d'appui (dont le CTA), ce séminaire regroupait plus de 60 experts ouest-africains. Une réunion similaire avait eu lieu pour les pays d'Afrique australe en 1998.

Vulgariser la vulgarisation

■ Le groupe des agences d'appui à la vulgarisation dit "Initiative de Neuchâtel" s'est réuni en Suisse en novembre 2000. Les participants ont passé en revue les nouvelles approches et les modes de financement de la vulgarisation ainsi que leur document méthodologique intitulé : *Guide pour le suivi, l'évaluation et l'analyse conjointe de services de vulgarisation pluralistes*. Le CTA et l'International Support Group des Pays-Bas ont conduit une discussion sur le rôle d'Internet dans la vulgarisation.

📍 Neuchâtel Initiative
c/o Swiss Center for Agricultural Extension
Eschikon 28, CH-8315 Lindau Suisse
Fax : + 41 52 354 97 97
E-mail : eza@lbl.ch 119/100

L'agriculture de Belize en carte

■ Belize a démarré un programme de collecte et d'analyse de données pour un système de statistiques agricoles avec une subvention de 384 000 \$ US (415 854 €). Le Registre des fermes de Belize contiendra des données de base sur toutes les exploitations agricoles du pays et des modèles d'évaluation des récoltes et de recensement des têtes de bétail.

📍 Ministry of Agriculture, Fisheries and Cooperatives
2nd Floor, West Block Building
Belmopan, Belize
Fax : + 501 8 224 09
E-mail : mafpau@btl.net

NGARA met la gomme en réseau

■ La consommation mondiale de gomme arabique est en forte hausse (+ 25 % entre 1991 et 1998, où elle a atteint 44 000 t). On utilise de plus en plus la gomme arabique dans l'industrie agroalimentaire et pharmaceutique – sous le code E414 – en remplacement de la gélatine animale (voir *Spore* 85). Les cours mondiaux sont en légère augmentation et se situent actuellement entre 700 et 1 250 \$ US (803 à 1 433 €) la tonne, selon la qualité. Mais attention ! Une trop forte hausse n'est pas souhaitable, car elle inciterait les industriels à utiliser des substituts amidonnés. Par ailleurs, l'essentiel du profit échappe aux pays producteurs, puisque la transformation se fait essentiellement en Europe où le traitement industriel procure à la gomme une valeur ajoutée de 100 à 180 % ! En Afrique, seules les premières étapes de cette transformation (broyage et concassage) se développent. Elles permettent une plus-value de 10 %. La création au mois de mai 2000 du réseau NGARA (*Network on Gum and Resins in*



Photo: Cirad-forest

Cet amas gluant servira à fabriquer toutes sortes d'aliments, de la crème glacée aux biscuits.

Africa) prouve que la filière se construit. Ce réseau réunit neuf pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest qui peuvent ainsi échanger leurs connaissances en matière de production et de commercialisation. Un guide technique, dont la réalisation est financée par la FAO et l'association Aidgum (Association inter-

nationale pour le développement des gommages naturelles), sera disponible cette année.

Afrique Agriculture, septembre 2000

📍 B. Chikamai
NGARA
Kenya Forestry Research Institute
PO Box 20412
Nairobi, Kenya
Fax : + 254 154 32844
E-mail : Kefi@arcc.or.ke

Des arbres pour réhabiliter les terres dégradées



Photo: Isolina Boto

■ Après des décennies d'oubli, le système agroforestier traditionnel, basé sur l'exploitation de l'*Acacia senegal* (qui produit la gomme arabique) est de retour dans la zone soudano-sahélienne d'Afrique. La pression des monocultures de rente, de graves sécheresses et des défrichages inconsidérés avaient maintenu l'*Acacia senegal* à l'écart. Il doit son retour sur l'avant-scène à la valeur de sa gomme et à sa capacité de restaurer les sols pendant les jachères,

d'atténuer la désertification et de s'associer avec des cultures de subsistance. Ce produit d'exportation très apprécié est cultivé dans tout le Sahel, notamment au Tchad et au Soudan (80 % de la production mondiale).

"Gérer les arbres pour réhabiliter et développer les terres arables" était le thème d'un séminaire organisé à Khartoum, Soudan, du 27 octobre au 7 novembre 2000, par le Conseil national de la recherche agricole

et forestière, la Fondation internationale des sciences, l'agence britannique de développement (DFID), l'Université d'Helsinki et le CTA.

S'appuyant sur des études de cas et des visites de terrain, le séminaire a fait diverses recommandations aux décideurs politiques et aux législateurs, depuis l'inscription des espèces locales dans les lois sur la biodiversité jusqu'aux questions foncières. Les questions de genre ont également été largement abordées : avec une précision malheureusement trop rare dans les rencontres agricoles et forestières, les participants ont vivement recommandé aux chercheurs de recenser et de diffuser des données ventilées par sexe sur les activités autour de l'*Acacia senegal* et d'autres espèces ligneuses. Les autres séminaires devraient s'en inspirer. Pour que cela change pour les femmes, nous avons tous, hommes et femmes, besoin de telles données sexospécifiques.

Conflits d'intérêts ?

■ Après la récente vogue de la microfinance, place aux leçons. L'idée initiale – prêter de petites sommes aux pauvres considérés comme insolubles par les banques commerciales – n'a pas permis la création massive d'emplois ou d'entreprises ni augmenté la productivité, comme escompté. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Pourquoi tant de faux espoirs ? Comment assurer la durabilité de la microfinance ? Tels étaient les thèmes d'une visite d'étude que le CTA a organisée en Afrique du Sud en octobre et novembre 2000.

Les participants venaient d'institutions financières formelles et informelles de 13 pays d'Afrique orientale, australe et occidentale. Cette visite à leurs homologues sud-africains leur a permis de voir comment les organisations communautaires tentent de se transformer en banques locales à caractère social pour assurer des prêts là où les banques commerciales n'osent pas s'aventurer.

La vérité est dure : vous ne parviendrez à rien en subventionnant des prêts ou en visant les plus pauvres ; analysez convenablement vos risques, couvrez vos coûts, sachez distinguer lutte contre la pauvreté et création de richesses. Si vous voulez une activité bancaire durable, plus de perfusions charitables, comportez-vous en banquiers.

Le rapport de la visite est souvent pessimiste ("la plupart des organismes de microfinancement ne sont pas viables") et l'on y détecte des signes avant-coureurs : depuis vingt ans, les banques privées et les intermédiaires financiers observent avec circonspection les tribulations des acteurs de la microfinance et s'apprêtent aujourd'hui à investir massivement le secteur informel. Lorsque les Nations unies célébreront (en 2005 !) l'année de la microfinance, ils auront envahi le terrain.

Engrais liquide

■ Lorsqu'on cultive des plantes vivaces, on peut préserver la fertilité des sols en répandant des engrais liquides en surface. Il suffit de mélanger de l'eau et des excréments animaux et de laisser fermenter la mixture. Toutefois, lorsque les ressources en eau douce sont limitées, il peut être intéressant d'utiliser cette méthode simple, décrite par Sarah Kimaakwa, du FONSAG (Botswana Forum on Sustainable Agriculture, Forum du Botswana sur l'agriculture durable) : cueillez des feuilles fraîches de plantes herbacées de type ortie brûlante, consoude, amarante ou tournesol sauvage. Placez-les dans un seau ou dans un récipient quelconque. Fermez-le : la sève s'écoulera et les feuilles commenceront à fermenter. Un mois plus tard, l'engrais liquide sera prêt.

▲ FONSAG
Plot 545 South Ring Road
Ext. 4, P/Bag 136
Gaborone, Botswana
Fax : + 267 307 506
E-mail : fonsag@global.bw

Les femmes ougandaises sur la Toile

■ Le réseau des femmes ougandaises (Women of Uganda Network, *WougNet*) gère un portail qui permet d'accéder à toutes sortes de thèmes liés au "genre" : programmes de recherche, organisations féminines, conférences, annuaires et actualités sur des sujets divers, dont l'agriculture. Voyez par vous-mêmes !

Site Web : www.kabissa.org/wougnet

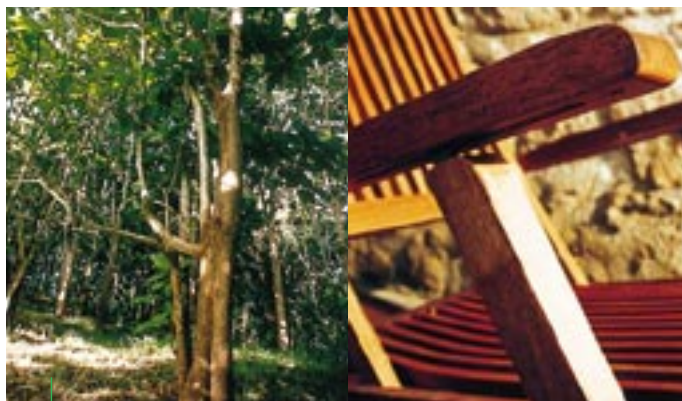
Condition féminine

■ L'un des partenaires du réseau *WougNet* organise une conférence sur le rôle de la femme dans le monde actuel, envisagé dans une perspective africaine. La conférence se déroulera à Kampala du 21 au 26 juillet 2002 et réservera une place particulière aux problèmes des jeunes et à la condition féminine.

▲ Women's Worlds 2002
Women and Gender Studies
Makerere University
PO Box 7062, Kampala, Ouganda
Fax : + 256 41 543 539
E-mail : gendermu@swiftuganda.com
Site Web : www.wgs.or.ug

Le teck, c'est chic

■ Les investisseurs publics ou privés financent des plantations, les agriculteurs se lancent dans l'aventure : le teck (*Tectona grandis*) est à la mode. L'arbre pousse facilement. Il lui suffit de beaucoup de lumière et de sols bien drainés pour produire un bois dur et imputrescible utilisé pour le mobilier d'extérieur, la construction navale, les traverses de chemin de fer, etc. Comble de bonheur, son prix augmente. En effet, l'offre en provenance d'Asie du Sud (principal fournisseur) est en diminution ; l'exploitation des forêts naturelles de cette région est désormais très limitée voire prohibée, sauf au Myanmar. Toutefois, les pays producteurs d'Asie du Sud conservent encore le quasi-monopole des exportations de teck en grumes vers les marchés occidentaux, et de celles de produits de luxe à forte valeur ajoutée, transformés dans leurs ateliers artisanaux. Pour répondre à leur forte demande intérieure, ils importent en outre des grumes de petit diamètre d'Afrique et d'Amérique latine. D'où le développement de plantations de teck dans ces pays.



Le teck, l'arbre qui fait la chaise longue.

La Côte d'Ivoire, principal exportateur non asiatique, en compte 52 000 ha (90 % appartient à l'État) et exporte 130 000 m³ de bois par an. Le Togo, avec l'aide de fonds privés, envisage d'en planter 4 000 ha dans les cinq ans à venir. Aux Caraïbes, les plantations couvrent 8 000 ha, surtout à Trinidad et Tobago. Cet enthousiasme pour le teck ne doit pas faire oublier quelques évidences. Bien que les prix aient fortement augmenté ces dernières années (400 à 500 \$ US, 459 à 573 € le m³ de grumes mures), l'augmentation de l'offre en bois de petite dimension risque de les faire baisser. De plus, l'exploitation de ce type de plantation est un investissement à long terme sou-

mis à des contraintes, liées notamment au régime foncier en vigueur, et à quelques conditions de succès : il faut savoir choisir les variétés les plus adaptées à l'environnement et un site d'exploitation de préférence proche des marchés. La transformation du bois sur place pourrait apporter, comme en Asie, une forte valeur ajoutée. Le réseau TEAKNET, qui diffuse des informations et des résultats de recherche, permet l'échange de matériel végétal et d'expériences techniques. Avis aux amateurs.

▲ Mehm Ko Ko Gyi
TEAKNET Coordinator
Ministry of Forestry
Bayintnaung Road
West Gyogone
Yangon 11011, Myanmar
Fax : + 95 1 64336

Boursier à l'IITA

■ Vous cherchez à faire une maîtrise ou un doctorat en développement agricole ? Une bourse de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) pourrait vous en donner la possibilité. Les candidats reçus mèneront leurs recherches dans le cadre du programme de l'IITA, en fonction des priorités agricoles de leur pays d'origine. Les recherches de terrain devront être effectuées dans une des stations de l'IITA axées sur les petits systèmes de culture du manioc, du maïs, du plantain, de la banane, de l'igname, du niébé et/ou du soja.

▲ IITA, Service d'information et de formation
PMB 5320
Ibadan, Oyo State, Nigeria
Fax : + 234 2 241 22 21
E-mail : iita@cgiar.org

De l'utilité des singes

■ Au sud du Cameroun, les cercopithèques jouent un rôle important dans la régénération de la forêt tropicale humide. Ces petits singes consomment une grande quantité de fruits dont ils excrètent les graines. Or il s'avère que ces graines "transmises par le singe" non seulement se répandent mieux, mais germent aussi plus rapidement et facilement. La population de singes est en déclin du fait des coupes dans la forêt et de la chasse pratiquée par la population locale qui apprécie la chair de ces animaux. Le rôle de ces singes sera pris en compte dans le programme d'aménagement des forêts élaboré actuellement pour cette région.

Débat public sur les priorités de la recherche

■ Comment améliorer le dialogue entre les chercheurs agricoles et la société civile et faire en sorte que les petits paysans et les pauvres soient écoutés et entendus ? Ces questions ont été soulevées lors d'une conférence électronique qui s'est tenue du 8 au 19 janvier 2001 sous l'égide du comité ONG du Groupe consultatif des centres internationaux de recherche agricole (CGIAR). De telles conférences sont des échanges d'opinions et de commentaires par e-mail, animés par des modérateurs. Le débat de janvier, passionné et bien renseigné, devrait renforcer le CGIAR dans son idée qu'il est bon et utile de s'ouvrir au plus large public. Mais les quelques centaines de participants du monde entier n'ont pu que confirmer la diversité de la société civile et se mettre d'accord sur des formules générales : "Ne soyons pas comme la Banque mondiale dont la vision de la lutte contre la pauvreté tourne au refrain vidé de sa substance. Le CGIAR doit comprendre la cause de la pauvreté et se concentrer sur l'agriculture." N'est-ce pas par là qu'il aurait fallu commencer ?

Site Web : www.rimisp.cl/ngoc

Marché biologique au Malawi

■ Avec l'aide de l'agence allemande GTZ, l'Association des agriculteurs biologiques des régions centrales du Malawi (Midlands Organic Growers Association, MOGA) organise un marché dans la capitale, Lilongwe, afin de vendre directement ses produits au consommateur. L'association a judicieusement installé son marché dans un quartier résidentiel faiblement peuplé où il est facile d'attirer des résidents étrangers. Selon la MOGA, la clientèle étrangère est ravie d'acheter des produits à prix fixe, sans avoir à négocier comme elle le fait sur les autres marchés. Les 2 000 membres de l'association doivent vendre leurs produits à tour de rôle : chaque groupe d'agriculteurs dispose d'un étal un jour par semaine.

↳ FDP Banda

MOGA

PO Box 31131, Lilongwe 3, Malawi

La passion du fruit

■ Au Rwanda, près d'un millier de fermiers et d'ouvriers agricoles disposent de revenus réguliers grâce à l'association d'agriculteurs Aprojofugi, qui a su pressentir les potentialités du fruit de la passion (*Passiflora edulis*). L'étude de marché et le plan de développement de l'association étaient solides. Grâce aux 30 000 € injectés par l'ambassade des Pays-Bas, les agriculteurs ont créé une petite plantation et une usine de transformation des fruits mûrs en sirop. Aujourd'hui, 35 tonnes de fruits de la passion sont traitées et vendues chaque mois.

La canne n'est plus ce qu'elle était



Et voilà comment la qualité part en fumée.

Photo Peter Baker/Sunset

■ À Maurice, la qualité de la canne à sucre laisse à désirer. Vu l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, certaines opérations, comme le dépaillage des tiges, sont escamotées. Les machines ne font pas mieux que les hommes : elles embarquent

indifféremment les cannes, les feuilles, la terre et les cailloux. Une amélioration de la qualité est pourtant nécessaire pour compenser le manque à gagner dû à la fois à la dépréciation de l'euro face au dollar, au gel des prix sucriers par l'Union européenne et à la modi-

fication de la répartition des revenus sucriers entre planteurs et usiniers. Ce manque à gagner est de l'ordre de 54 à 108 millions de FF (€ 8 à 16 millions). La mise en place d'unités de nettoyage, un système de bonus/malus et la sélection de cannes à fort rendement sont parmi les mesures proposées pour y remédier. La balle est maintenant dans le camp des producteurs.

À Fidji, le problème est similaire, mais pour une autre raison. L'habitude de faire brûler les champs avant la récolte, afin d'éliminer les feuilles et de faciliter la coupe des cannes, nuit à la qualité du sucre. Le pourcentage de cannes brûlées varie de 65 % à 90 % à l'arrivée aux usines. Malgré la campagne menée par les industriels contre cette pratique, de plus en plus de producteurs y recourent.

Adieu le pilon, vive la dynamo !

■ Des artisans béninois et togolais ont repris à leur compte des modèles simples de concasseurs conçus en Europe. Ces machines existent en deux versions : mécanique ou électrique (dans ce dernier cas, elles fonctionnent au moyen d'une dynamo). Elles permettent aux femmes de concasser et mouler 100 kg de cossettes d'igname ou de manioc en quelques minutes, au lieu de six heures selon la méthode traditionnelle. Coût de ces concasseurs : 350 000 FCFA environ (534 €).



Attention les doigts !

CORAF Action, n° 17/2000

↳ P. Tchangai

ITRA, BP 1163

Lomé, Togo

E-mail : itra@cafe.tg

Photo Philippe Vernier/Cirad

Quand le tabac part en fumée

■ Les campagnes anti-tabac dans les pays du Nord ont des incidences fâcheuses sur les cours. Les prix du tabac n'ont jamais été aussi bas depuis une décennie et les producteurs africains sont très inquiets. Jusqu'à ces dernières années, le tabac était pourtant une bonne culture de rente, aux cours stables, nécessitant peu d'investissements et pour laquelle on obtenait facilement des prêts. Au Zimbabwe, le "virginie" (7 700 producteurs et 100 000 travailleurs agricoles) a propulsé le pays à la deuxième place d'exportateur mondial. Ce tabac séché en plein air a rapporté, en 2000, 400 millions de dollars US (€ 458 millions), soit un tiers des revenus d'exportation du Zimbabwe. Le Malawi est le premier exportateur mondial de "burley" : 90 000 petits producteurs et plus de 500 000 travailleurs vivent de ce tabac séché dans des hangars spéciaux. Cette année, il a rapporté dans les caisses du pays 142 millions de dollars US (€ 163 millions), ce qui représente 30 % du PIB.

On envisage aujourd'hui des cultures de substitution. Au Malawi, on pense au paprika, aux noix de macadamia, aux



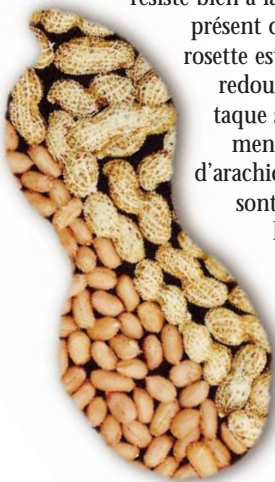
Photo Gerard & Margi Moss/Sill Pictures

Une dernière avant d'arrêter ?

fleurs coupées et à diverses épices. Le paprika semble être la meilleure option : c'est une culture annuelle dont le cycle de végétation et le mode de culture ressemblent beaucoup à ceux du tabac. C'est aussi un produit à la rentabilité immédiate et facile à exporter. On estime que le pays pourrait en vendre 10 000 tonnes par an, contre 3 000 tonnes actuellement. Reste à convaincre les producteurs de tabac... que le paprika, contrairement à la cigarette, ne nuit pas gravement à la santé.

L'arachide plutôt que le tabac ?

■ LICGV-SM 90704, variété d'arachide très productive et qui résiste bien à la rosette, est à présent disponible. La rosette est une maladie redoutable qui s'attaque systématiquement aux cultures d'arachide. Les dégâts sont supportables lorsque l'incidence de la maladie est faible. En revanche, les épidémies, fréquentes dans les pays d'Afrique subsaharienne, détruisent la totalité des récoltes et entraînent des pertes qui se chiffrent à 156 millions de dollars en moyenne chaque année. Découragés, de nombreux agriculteurs ont renoncé à cultiver l'arachide. Les chercheurs de l'ICRISAT, au Malawi, ont mis au point des semences de sélection qui offrent une bonne résistance à la rosette.



Dans certaines conditions – semences précoces, densité optimale des plantations –, ces variétés donnent des résultats encourageants. Déjà commercialisées au Malawi et en Ouganda, les arachides “nouvelle manière” devraient prochainement être introduites en Zambie et au Mozambique. La production des semences de sélection s'effectue au centre de l'ICRISAT, au Malawi, tandis que les fermes commerciales se chargent de produire les semences de base et les revendent aux agriculteurs et aux ONG. La culture de l'arachide pourrait, dit-on, constituer une alternative viable à la culture du tabac – sujet brûlant dans la région – puisqu'elle pousse dans des conditions identiques et sur des sols du même type, c'est-à-dire pauvres. De plus, elle fixe l'azote dans le sol.

Dr Pala Subrahmanyam
ICRISAT
Chitedze Research Station
PO Box 1096
Lilongwe, Malawi
Fax : + 265 707 298
E-mail : p.subrahmanyam@cgiar.org

Qu'en avez-vous retenu ?

■ Quand vous écoutez la radio, vous retenez en moyenne 20 % du message seulement. Quand vous voyez quelque chose, vous en retenez 30 %. Quand vous lisez une revue (peut-être même *Spoire* ?) vous n'en retenez que 10 %. Mais quand vous faites quelque chose vous-même, vous en retenez 90 %. Voilà un des exemples frappants donnés pendant un séminaire régional de cinq jours, organisé à Trinité-et-Tobago en septembre 2000, sur la participation paysanne dans la formation en gestion écologique de l'agriculture, y compris en lutte intégrée contre les insectes nuisibles. Dans les Caraïbes, la lutte intégrée fait notamment appel à des variétés résistantes, à la lutte biologique et à l'utilisation minimale des pesticides.

“Faites ce que vous dites” était indiscutablement le mot d'ordre de la semaine : les participants étaient confrontés à des jeux de rôles, des simulations, des séances d'autocritique, de dynamique de

groupe et des travaux de terrain, ainsi qu'à un solide programme d'étude de documents sur les systèmes agricoles de la région. Les 45 participants venus de 12 pays des Caraïbes ont bien reçu le message. Ils devraient bientôt se communiquer par e-mail les bons résultats obtenus par les agriculteurs avec qui ils auront appliqué les méthodes participatives dans la lutte intégrée contre les ravageurs.

Les objectifs du séminaire ne se limitaient pas à l'amélioration des résultats des paysans. Des décideurs étaient également invités à y participer en adaptant et en appliquant des politiques de lutte intégrée afin de s'assurer que les paysans ne sont pas tentés de revenir aux protections chimiques des récoltes, pour des profits plus rapides.

Le séminaire était organisé par CABI Bioscience, CARDI et le CTA, avec un soutien de la Coopération suisse au développement.

Une bourse virtuelle du café

■ Le commerce électronique est en pleine expansion, bien qu'accusant un certain retard par rapport au commerce traditionnel. Que se passerait-il si les partenaires commerciaux décidaient de changer de cap et de reproduire en ligne les méthodes de *trading* classiques ? Certains ont déjà eu cette idée.

La bourse, ouverte en juin 2000, *eGreenCoffee* (egreencoffee.com) réunit les torréfacteurs Jobin et Lavazza, la Société générale de surveillance, les banques ABN-AMRO et Sucden. La bourse



compte 200 membres, qui gèrent 60 % du volume de café consommé dans le monde.

L'InterCommercial Markets Corp (www.intercommercial.com), créée à la fin de l'année 2000, a une vocation analogue. Cette société est liée à la chambre de commerce de New York, à l'entreprise suisse Volcafé et aux sociétés Folgers et Millstone, filiales de la multinationale Procter & Gamble, basée aux États-Unis.

L'objectif de ces initiatives, et de bien d'autres encore, est de réduire le morcellement du marché du café, très étendu géographiquement, et de limiter les frais liés à la multiplicité des intermédiaires. La réunion virtuelle des producteurs de café, des torréfacteurs, des organismes de certification, des assureurs et des financiers permettra de rationaliser le commerce du café.

L'association des pays producteurs de café reconnaît volontiers que le commerce électronique peut réduire les coûts intermédiaires. Mais elle souligne que le volume des transactions est encore limité (les offres d'achat et de vente ne concernent pour l'instant que 200 000 tonnes de café) et que l'impact sur les cours reste, de ce fait, minime. À long terme, le commerce en ligne reliera directement les torréfacteurs et les producteurs et facilitera la tâche des agriculteurs, si ceux-ci se décident à prendre ce virage technologique.

Gestion du développement

■ Un cours intensif de onze semaines sur la planification et la gestion des projets de développement se déroulera aux Selly Oak Colleges du 29 septembre au 15 décembre 2001, puis du 27 avril au 13 juillet 2002. Le cours s'adresse au personnel des ONG, des organisations internationales d'aide et des services gouvernementaux. Les droits d'inscription s'élèvent à 3 500 £ (5 000 €). Les organisateurs peuvent conseiller les participants désireux d'obtenir une prise en charge totale ou partielle de ces frais.

Wendy Banner
Development Studies
Université de Birmingham
Selly Oak Campus, Bristol Road
Birmingham B29 6LQ
Royaume-Uni
Fax : + 44 121 415 2296
E-mail : w.banner@bham.ac.uk
Site Web : www.bham.ac.uk/socsci/

AgroMali, pour le business

■ Mis en place par le CAE (Centre Agro Entreprise) au Mali, lui-même financé par le gouvernement malien et l'USAID, AgroMali est un site Internet d'informations pour les agro-entreprises. Il propose des informations locales et régionales sur l'agriculture et l'agro-alimentaire (céréales, élevage, produits alternatifs), des opportunités d'affaires, des appels d'offres, des propositions de formation, un bulletin bimestriel. On peut aussi recevoir ces informations par e-mail.

E-mail : cae@spider.toolnet.org
Site Web : www.agromali.com

La crevette malgache se fait rare

■ Les captures industrielles de crevettes à Madagascar sont inférieures aux prévisions de campagne. Moins de 7 000 tonnes ont été pêchées, alors qu'on en espérait plus de 8 000 (en 1998 les prises, exceptionnelles, avaient atteint 9 250 tonnes). Ni les conditions climatiques – excellentes cette année –, ni l'effort de pêche ne peuvent être incriminés. Il s'agit malheureusement des premiers signes de surexploitation de la ressource. Les scientifiques l'avaient prévue.

Dans les Médias Demain,
12 octobre 2000

Les perles font des étincelles

■ Des affrontements entre des villageois et le nouveau propriétaire d'une ferme d'élevage d'huîtres perlières ont éclaté sur l'atoll de Penrhyn, dans les îles Cook. Ils font suite à un récent jugement de la Haute Cour des îles Cook qui avait déclaré propres à la vente toutes les terres de cette zone.

Tahiti-Pacifique Magazine,
octobre 2000

Santé et sécurité au travail

La sécurité des travailleurs de l'alimentation

L'institution nationale responsable de la législation sur la sécurité, la santé, l'hygiène et l'environnement professionnel pour les travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation se trouve généralement au sein d'un ministère du travail.

Dans de nombreux cas, la législation nationale est guidée par une convention adoptée par l'Organisation internationale du travail (OIT). L'OIT est une agence de Nations unies composée de représentants des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs.

Il existe une trentaine de conventions qui couvrent différents aspects de la sécurité au travail comme le poids maximal qu'une personne devrait porter et les services de santé à la disposition des travailleurs. Peu de conventions ont été ratifiées par les pays ACP, mais elles sont des guides utiles et donnent des indications sur les normes de sécurité raisonnables. Une nouvelle convention sur la sécurité et la santé du travail (SST) dans l'agriculture devrait être adoptée par l'OIT en juin 2001, fournissant ainsi une protection à des centaines de millions de travailleurs agricoles, sauf pour l'agriculture de subsistance, la foresterie et la transformation agroalimentaire.



L'OIT diffuse des publications sur la SST dans l'agriculture, notamment des codes pour l'utilisation des tracteurs, l'utilisation des produits chimiques, les poids maximaux autorisés, les premiers secours et les travaux forestiers. Le portail principal est le Centre international d'informations de santé et de sécurité du travail (CIS), OIT, CH-1211 Genève 22 (Suisse) ; fax : + 41 22 799 8516 ; e-mail : cis@ilo.org.

Le CIS fournit des contacts dans chacun des pays ACP

(centres associés dans 22 pays), des copies des conventions ainsi que diverses publications, à travers son service en ligne sur Internet : www.ilo.int/public/english/protection/safework/cis.

Plus directement en prise avec les intérêts des travailleurs agricoles, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) regroupe les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et autres branches connexes. Elle soutient les organisations nationales en matière de SST et peut vous mettre en contact avec ses structures membres au niveau national. Comme l'OIT, l'UITA n'est pas habituée à intervenir en dehors d'un cadre juridique bien défini. Elle fonctionne comme une fédération d'organisations membres et ne peut donc pas toujours être directement utile aux paysans non organisés ou qui pratiquent une agriculture de subsistance. Elle fournit toutefois, comme l'OIT, des informations solides et des rapports d'expériences intéressantes. UITA, Rampe du Pont-Rouge 8, CH-1213 Petit-Lancy, Suisse ; fax : + 41 22 793 2238 ; e-mail : iuf@iuf.org. Son site Web, www.iuf.org, bien structuré, est consultable en français, en anglais et en espagnol.

Concernant la santé des travailleurs agricoles, l'Association internationale de sécurité sociale (AISS) a une section chargée de la prévention des risques au travail : AISS-Agriculture, Weissenstrasse 72, D-34131 Kassel, Allemagne ; fax : + 49 561 9359414 ; e-mail : julia-sauerem@bv-lsv.de. Consciente que les droits de sécurité sociale sont réduits au minimum dans de nombreux pays, l'AISS organise un colloque sur la Prévention des risques au travail – un défi commun aux pays indus-

triels et en développement – à Tunis (Tunisie) du 1^{er} au 4 octobre 2001.



Des lois qui protègent les travailleurs, certes. Encore faut-il les faire respecter.

triels et en développement – à Tunis (Tunisie) du 1^{er} au 4 octobre 2001.



Pour un panorama des activités de SST en Afrique, le bulletin *African Newsletter on Occupational Health and Safety*, publié trois fois par an, est une source fiable. Les derniers numéros thématiques ont porté sur le travail des femmes, les produits chimiques et la sécurité, l'ergonomie, les poussières, ainsi que les sources d'information et de formation. Le numéro de septembre 2001 traitera de l'agriculture. Ce bulletin, publié par l'Institut finlandais de santé du travail, fait partie du projet OIT/FINNIDA de santé et de sécurité du travail en Afrique. Il est gratuit en version imprimée ou électronique (format pdf). Le demander à FIOH, Topeliuksenkatu 41a A, FIN-00250 Helsinki (Finlande) ; fax : + 358 9 4747 2490 ; e-mail : Marianne.Joronen@occuphealth.fi ; site Web : www.occuphealth.fi/e/inf/anl.



Le Centre d'appui à la recherche et à la formation (TARSC) a une longue tradition de coopération avec le travail, l'agriculture et le secteur informel, et propose pour toute l'Afrique australe un service sous-régional de SST. TARSC, 47 Van Praagh Avenue, Milton Park, Harare (Zimbabwe) ; fax : + 263 4 737220 ; e-mail :

icon.co.zw ; site Web : www.tarsc.org.

D'autres services régionaux et sous-régionaux peuvent être identifiés à travers le CIS de l'OIT et l'UITA.

Dans le domaine général de la sécurité, il n'y pas d'association mondiale pour la profession qui permettrait d'identifier des contacts locaux.

L'ergonomie est un moyen efficace de minimiser les accidents, les blessures et les invalidités. Cette discipline se charge de concevoir des équipements et des lieux de travail sécurisés qui permettront de "maximiser la productivité en réduisant la fatigue, l'inconfort et le risque d'accident". "Les équipements agricoles utilisés par les femmes paysannes en Afrique" est une étude importante qui a été réalisée par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et la section d'ingénierie agricole de la FAO (AGSE), Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie) ; fax : + 39 06 5705 6798 ; e-mail : agse-mail@fao.org.

Une collection plus générale d'"Instructions sur l'ergonomie en agriculture" est en préparation sous la direction de Valentina Forastieri, en collaboration avec le Silsoe Research Institute (Grande-Bretagne), au *Safework-Agriculture desk de l'OIT* ; fax : + 41 22 799 6878 ; e-mail : safework@ilo.org.

Cette revue de repères d'information ne couvre pas l'usage et l'élimination des pesticides, ni la sécurité alimentaire. Des articles détaillés sur ces thèmes très demandés seront proposés dans de prochains numéros de *Spore*.

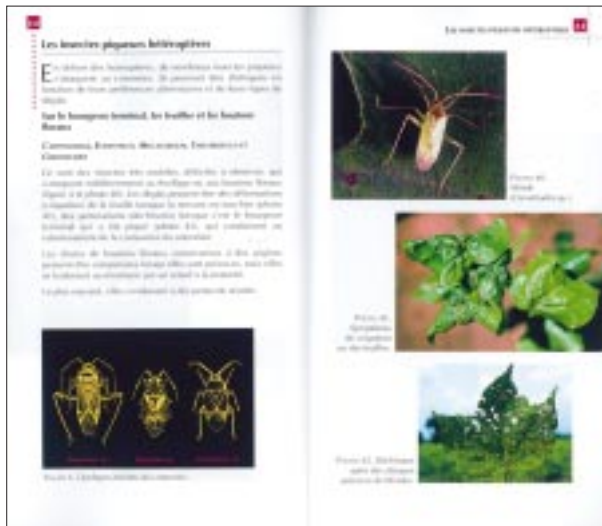
Publications

Reconnaître les principaux nuisibles du coton

■ Dans un format de poche pratique, ce manuel présente les principaux ravageurs et

quelques maladies qui affectent les zones cotonnières d'Afrique. Le texte est réduit aux éléments

clés pour identifier rapidement le responsable des dégâts et laisse la part belle à des photos en couleurs de grande qualité. Les lecteurs familiers du guide de J. Cauquil, publié en 1993 dans un format identique, noteront que ce manuel-ci, quoique plus mince, a gagné en clarté. Il consacre aussi quelques pages aux pathogènes et aux insectes utiles, prédateurs et parasitoïdes, rappelant leur rôle important dans la régulation des populations d'insectes ravageurs.



Principaux ravageurs et maladies du cotonnier en Afrique au sud du Sahara
Auteurs : M. Vaissayre et J. Cauquil
CIRAD/CTA, 2000
60 pages
ISBN 2-87614-415-8
n° CTA 1013, 10 unités de crédit

Produits chimiques : les seuils de tolérance

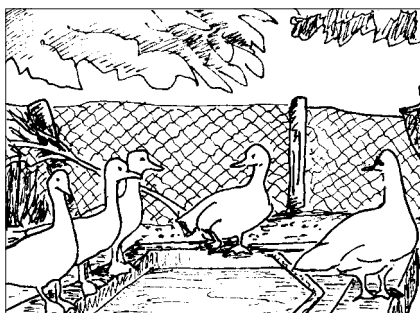
■ Personne ne s'est jamais occupé du devenir des produits chimiques jusqu'au moment où des effets néfastes sur les organismes vivants et sur l'environnement se sont fait sentir. L'écotoxicologie étudie ces effets en prenant en

compte l'ensemble des écosystèmes. Ce livre synthétise les analyses et les tests de terrain portant sur certaines techniques d'utilisation des produits chimiques dans les pays tropicaux. Ce faisant, il fournit une base

pour des évaluations permettant de décider quelles substances peuvent être tolérées par l'environnement et dans quelles quantités.

Écotoxicologie appliquée
GTZ, 2000
Distribution : Margraf Verlag
BP 1205
D-97985 Weikersheim, Allemagne
Fax : + 49 (0) 79 34 81 56
E-mail : margraf@compuserve.com
326 pages
ISBN 3-8236-1336-7
Prix : 14 \$ US • 15,72 €

Robustes, ces oiseaux-là!



ont besoin d'une mare bien entretenue ou, à défaut, d'un grand bac dont l'eau sera changée régulièrement. Vous trouverez des conseils pratiques pour leur élevage dans ce nouveau manuel Agrodok qui décrit les races de canards, l'alimentation, les soins de santé, l'incubation des œufs, les soins aux canetons, les produits et la tenue des comptes d'exploitation. Le manuel explique aussi comment combiner cet élevage avec la pisciculture ou la riziculture.

■ Œufs, viande, foie gras, plumes et duvet, sans oublier le fumier, autant de produits que vous pouvez tirer de l'élevage de canards, pour votre propre usage ou pour la vente. Les canards sont des oiseaux robustes, plus résistants aux maladies, plus faciles et plus économiques à élever que les poules. Une condition, toutefois, pour un élevage prospère : l'eau de baignade. Les canards

compte l'ensemble des écosystèmes. Ce livre synthétise les analyses et les tests de terrain portant sur certaines techniques d'utilisation des produits chimiques dans les pays tropicaux. Ce faisant, il fournit une base

L'élevage de canards
Auteurs : S. J. van der Meulen et G. den Dikke
Agromisa/CTA, 2000
84 pages
ISBN 90-72746-84-8
n° CTA 1008, 5 unités de crédit



Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

L'eau au XXI^e siècle : de la vision à l'action

■ Ce document a été édité à l'occasion du second Forum mondial de l'eau et de la Journée mondiale de l'eau (mars 2000 à La Haye, Pays-Bas). Ce forum visait essentiellement à susciter un engagement politique pour s'attaquer de front aux menaces – surexploitation, pollution, mauvaise gestion, épuisement des ressources – qui pèsent sur les réserves en eau, même dans les pays excédentaires. L'ouvrage présente des stratégies collectives pour mieux gérer cette ressource indispensable.

Éditions Futuribles, 2000
55, rue de Varenne
75341 Paris Cedex 07
Fax : + 33 1 42 22 65 54
E-mail : revue@futuribles.com
92 pages
ISBN 2-84387-250-2
Prix : 80 FF • 12,20 €

Le guide des services Internet

■ Une sélection de quelque 500 sites Internet relatifs aux pays en développement ou produits par ces pays, regroupés par aires géographiques et par thèmes.

Guide Internet ADBS
ADBS
25, rue Claude-Tillier
75012 Paris, France
Fax : + 33 1 43 72 30 41
E-mail : adbs@adbs.fr
Site Web : www.adbs.fr
Prix : 20 FF • 3 €

Associations de solidarité internationale. Répertoire 2000

■ Ce répertoire propose une liste de quelque 500 organisations engagées dans la solidarité internationale en France et dans les pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, accompagnée d'un descriptif des domaines d'action : formation, communication, aménagement de l'espace rural... Un index géographique et un index thématique permettent d'identifier l'association la plus appropriée aux besoins.

Association Ibiscus
1 bis, rue du Havre
75008 Paris, France
Fax : + 33 1 42 94 25 91
E-mail : ibis@ibiscus.fr
Site Web : www.ibiscus.fr
219 pages
ISBN 2-90994-23-6
Prix : 80 FF • 12,20 € + frais d'envoi

Soutien informationnel aux politiques de gestion des ressources naturelles

■ Compte rendu bilingue d'un atelier organisé par le CTA à Wageningen (Pays-Bas), du 26 au 29 janvier 1999.

CTA, 2000,
254 pages, ISBN 92-9081-2311
n° CTA 1004
20 unités de crédit

Code zoosanitaire international

■ Les responsables des services vétérinaires, les épidémiologistes et le personnel des services d'importation des mammifères, volailles et abeilles trouveront dans ce livre des recommandations sur la collecte, le traitement hygiénique de la semence et des embryons, l'hygiène dans les élevages et au cours du transport. Y figurent aussi des certificats sanitaires internationaux qui peuvent servir de modèles pour harmoniser la présentation des documents nécessaires pour le commerce international des animaux et de leurs produits. Cet ouvrage peut être consulté sur le site Web de l'Office international des épizooties (OIE).

OIE, 2000
12, rue de Prony
75017 Paris, France
Fax : + 33 1 42 67 09 87
E-mail : oie@oie.int
Site Web :
www.oie.int/fr/publicat/fr_code.htm
ISBN 92-9044-493-2
450 pages
Prix : 295 FF • 45 €

L'évaluation de l'impact de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre

Actes d'un atelier organisé à Entebbe (Ouganda) du 16 au 19 novembre 1999.

GTZ/CTA/ECART/ASARECA, 2000.
108 pages
n° CTA 1001, 20 unités de crédit

Organisations locales et appui aux petites entreprises agroalimentaires en Afrique de l'Ouest et du Centre

Actes d'un atelier organisé à Dakar, Sénégal, du 30 novembre au 3 décembre 1999 (voir aussi Spore 86, p. 9).

CIRAD/CTA/ENDA-GRAF/MAE, 2000.
216 pages
ISBN 2-87614-429-8
ISSN 1264-112X
n° CTA 1016, 20 unités de crédit
La librairie du Cirad
Fax : + 33 1 53 70 22 69
E-mail : librairie@cirad.fr
Prix : 150 FF • 22,86 €

L'élevage du gibier en Afrique

■ Actes du séminaire international sur « L'élevage intensif de gibier à but alimentaire en Afrique » qui s'est tenu à Libreville les 23 et 24 mai 2000.

Projet DGEF " Développement au Gabon de l'élevage de gibier " BP 9129
Libreville, Gabon
Fax : + 241 76 04 22
E-mail : vsfgab2@internetgabon.com
204 pages
Distribution gratuite

L'ère de la rurbanité

■ Des rapports nouveaux et mouvants relient désormais les villes et les campagnes d'Afrique subsaharienne (voir Spore 88, page 7). Ils conditionnent une multitude de conduites collectives et individuelles, plus ou moins manifestes, plus ou moins cohérentes, qui ont

fait naître un mot nouveau : la "rurbanité". Ce néologisme est révélateur des changements considérables qui, depuis plus d'une décennie, modifient les espaces naturels et sociaux de deux univers autrefois distincts. Ce livre regroupe les contributions d'un colloque international tenu à Yaoundé (Cameroun) en octobre 1998, autour de la problématique soulevée par ces changements. Des phénomènes nouveaux touchent à la fois les villes (insécurité, délinquance, dégradation de l'environnement et de l'hygiène), les villages (progressivement "urbanisés") et cet entre-deux plus tout à fait *no man's land*, théâtre de conflits fonciers, ou ville-dortoir, ou encore en chantier pour une route qui n'en finit pas de s'achever.

Pourtant, ces mutations portent en elles une dynamique qui se traduit – autour d'une ville moyenne comme Kpalimé au Togo, par exemple – par la modernisation des voies et des moyens de transport, le développement des communications et de la scolarisation,



l'amélioration de l'habitat et des conditions de santé, l'intensification des échanges commerciaux. Cet ouvrage invite à une réflexion sur l'ampleur et les enjeux de ces mutations. En s'appuyant sur plusieurs situations locales, il propose au lecteur de se frayer une voie entre le pire et le meilleur.

Citadins et ruraux en Afrique subsaharienne
Éditions Karthala, 2000
22-24, boulevard Arago
75013 Paris, France
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
ISBN 2-86537-977-9
448 pages
Prix : 180 FF • 27,45 €

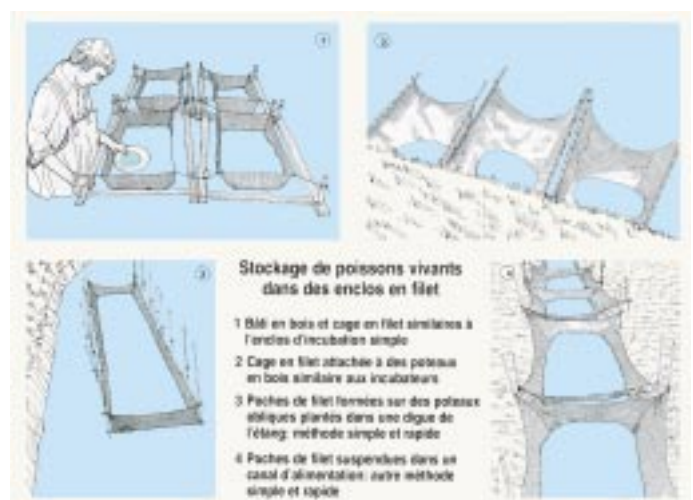
La bible des vétérinaires



■ Ce livre rassemble les connaissances les plus récentes (éparpillées dans de multiples ouvrages) sur les maladies d'origine parasitaire qui affectent le bétail et les oiseaux de basse-cour sous les tropiques. Adapté aux réalités de terrain, ce guide pratique est destiné aux agents vétérinaires qui doivent intervenir pour limiter durablement les effets des pathologies causées par les parasites. À ce titre, il ne se limite pas à décrire les pathologies, leurs symptômes et leurs effets, mais traite aussi de l'efficacité des moyens de prévention et de traitement, des coûts des techniques utilisées et du respect de l'environnement. Il contient donc les informations nécessaires au contrôle intégré des différentes parasitoses présentes principalement en Afrique, mais pouvant être appliquées sur d'autres continents. Cette édition complète avec de nombreuses références bibliographiques suit un premier ouvrage paru en 1981, traduit en anglais.

Précis de parasitologie vétérinaire tropicale
Co-édition Tec & Doc Lavoisier/E.M. Inter, 2000
E.M. Inter
Allée de la Croix-Bossée
94234 Cachan Cedex, France
Fax : + 33 1 47 40 67 99
E-mail : bal@eminter.fr
ISBN : 2-7430-0330-8
774 pages
Prix : 90 FF • 13,70 €

Pour bien gérer une ferme piscicole



■ Ce manuel permet d'acquérir progressivement les notions fondamentales et les techniques utiles pour bien gérer une ferme piscicole. La manipulation, la reproduction, l'alimentation, la récolte, le triage, le stockage et le transport des poissons vivants sont expliqués en termes simples accompagnés systématiquement d'illustrations et de schémas. Le lecteur apprend également com-

ment tenir la comptabilité d'une exploitation et évaluer ses résultats pour les améliorer.

La gestion. La ferme et ses stocks
FAO, collection "Formation", 1999
Viale delle Terme di Caracalla
11100 Rome
Italie
Fax : + 39 06 5705 3360
ISBN 92-5-202995-8
ISSN 1014-3815
351 pages
Prix : 55 \$ US • 65,85 €

Pour que le rêve devienne réalité

■ L'accompagnement des ruraux dans leurs projets est le thème central de ce livre. Il ne s'agit pas des projets trop longtemps imposés aux acteurs ruraux par les bailleurs de fonds ou les administrations : "Un projet n'a de chance de vivre que s'il est porté par des acteurs concernés et que s'il n'est pas uniquement l'affaire de gens extérieurs", prévient l'auteur. Il s'agit donc des projets collectifs ou individuels élaborés par les paysans, les producteurs ou les entrepreneurs ruraux eux-mêmes. Pour qu'une envie devienne réalité, un certain nombre de moyens techniques et financiers sont nécessaires. Une stratégie d'accompagnement appropriée, conduite par des conseillers techniques et des professionnels, est

aussi indispensable. Ce livre propose à ces "accompagnants" une véritable "boîte à outils méthodologiques" leur permettant, étape par étape, de mener à bien leur programme. Qui sont les porteurs d'un projet ? Quelle est sa finalité ? Comment opérer des choix parmi les actions prioritaires à mettre en œuvre ? Comment mettre en place une formation-action ou un suivi d'évaluation ? Tous ces passages obligés de l'accompagnement d'un projet sont expliqués, exemples à l'appui. Chaque chapitre, en effet, fait référence à des projets menés en Afrique francophone, au Maghreb et en France. Ce livre simple, précis et direct est une référence précieuse pour tous ceux qui, à titre professionnel ou militant, appré-

cient à prendre les situations concrètes à bras le corps.

Accompagner les ruraux dans leurs projets
Éditions de L'Harmattan, 2000
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris, France
Fax : + 33 1 43 25 82 03
ISBN 2-7384-9479-X
236 pages
Prix : 130 FF • 19,80 €



La tradition conjugue au présent



■ En Côte d'Ivoire, au Mali, au Ghana, dans le golfe de Guinée, la pêche artisanale dite "piroguère" connaît toujours une vigueur économique remarquable. Cette prospérité est certes relative comparativement à la situation de pauvreté ambiante. Cependant, le

dynamisme de la pêche artisanale ouest-africaine est associé à un certain nombre de caractéristiques économiques, sociales et politiques qui devraient attirer l'attention des experts en développement. C'est en tout cas ce que suggèrent les auteurs de ce livre en soulignant la diversité des systèmes et des comportements qui régissent les activités liées à la pêche piroguère. D'un point de vue économique, le secteur se caractérise par une croissance marchande forte, soutenue notamment par une importante consommation intérieure. Il se caractérise encore par une forte diversification des activités directes et indirectes de la filière, sources de revenus pour les producteurs et leurs intermédiaires. Il est marqué enfin par

l'existence de nombreuses institutions professionnelles, sociales et culturelles qui soudent les communautés de pêcheurs en même temps qu'elles contribuent à l'élaboration de stratégies actives de négociation. Écrit principalement par des anthropologues, cet ouvrage propose donc une approche anthropologique du développement qui prend largement en compte les logiques passées et contemporaines des acteurs locaux.

Pêches piroguères en Afrique de l'Ouest
Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris, France
Fax : + 33 1 45 35 27 05
E-mail : karthala@wanadoo.fr
ISBN 2-84586-071-4
390 pages
Prix : 180 FF • 27,45 €

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement

agricole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax: + 49 6151 3140 48 – E-mail: triops@triops.de – Site Web: http://www.triops.de

Le livre à l'honneur

■ Comme tous les ans, la Foire internationale du Livre – l'un des événements culturels les plus importants d'Afrique subsaharienne – se déroulera à Harare (Zimbabwe) pendant la première semaine du mois d'août. Le Sénégal et ses productions éditoriales et culturelles seront à l'honneur de cette manifestation conçue cette année autour du thème de la "transformation"

Foire internationale du livre à Harare (Zimbabwe), du 3 au 11 août 2001
Site Web : www.zibf.org

Maïs tropical et sélection pour le rendement

■ Accroître le rendement du maïs est une nécessité dans les pays tropicaux où il est prévu, à l'horizon 2020, un déficit de la production céréalière de plusieurs centaines de millions de tonnes. L'amélioration de la tenue des plantes, la réduction de leur volume, une meilleure résistance au stress environnemental sont autant de moyens d'intensifier les densités de rendement en milieu tropical. Il est donc question dans ce livre d'amélioration génétique. Il présente les caractéristiques des principaux génotypes susceptibles de favoriser un rendement maximal de maïs.

La Librairie du CIRAD, 1999
ISSN 1160-3283
ISBN 2-87614-353-4
100 pages
Prix : 80 FF • 12,20 €

Les maladies de la canne à sucre

■ Voici un guide pratique (en langue anglaise) qui permet de tout savoir sur les maladies de la canne à sucre : leurs causes, leurs symptômes, leur mode de transmission, les diagnostics et les moyens de lutte et de contrôle.

A guide to sugarcane diseases, 2000
Auteurs : P. Rott, R. A. Bailey et al.
CIRAD/ISSCT
Librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier Cedex 5, France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr
ISBN 2-87-614-386-0
339 pages
Prix : 490 FF • 74,70 €

Séchage et valorisation du karité et de l'aiélé

■ Actes (bilingues français et anglais) du séminaire international qui s'est déroulé à Ngaoundéré (Cameroun) du 1^{er} au 35 décembre 1999.

Éditeurs : César Kapseu, Joseph Kayem
Département de Génie des Procédés
École nationale supérieure des sciences agro-industrielles (ENSAI), 2000
Université de Ngaoundéré
BP 455 Ngaoundéré, Cameroun
Fax : + 237 25 27 51
ISBN 2-911541-10 3
463 pages
Prix : non communiqué

Au revoir Monsieur Soares

Monsieur Alvaro Soares de Melo, rédacteur des 41 numéros de notre édition en langue portugaise, *Esporo*, prend sa retraite. Il a travaillé dans l'agriculture pendant des dizaines d'années, d'abord dans ses Açores natales où il dirigea une radio rurale, puis comme fonctionnaire au Portugal, au Mozambique, en Angola et en Guinée-Bissau. Depuis le démarrage de *Esporo* en 1992, il pilotait l'édition avec la sagesse du paysan, l'expérience de l'agronome et la démarche assurée du marin. Il a passé le relais à M. Antonio Vieira de Sintra, Portugal. Vous nous manquerez, Monsieur Soares. Muito obrigado. Boa viagem !

M. Soares (à droite) avec son successeur M. Vieira



Photo Bernard Favre

Tout un monde dans les oreilles

Connaissiez-vous le dicton qui dit que "les images sont toujours plus belles à la radio" ? Alors la grande sœur de *Spore* vous intéressera ! La RRRP, une sorte de *Spore* des ondes, a entamé sa deuxième décennie d'existence. Il s'agit de quatre dossiers radiophoniques fournis chaque année aux radios rurales par *Wrenmedia* pour le CTA. Environ 250 stations ont utilisé ces dossiers en 2000.

Chaque dossier est centré sur un thème et contient plusieurs courtes interviews et

autres séquences sonores, sur cassettes de qualité professionnelle, ainsi qu'une transcription écrite des textes et le découpage pour les réalisateurs radio, des informations techniques et des documents de base comme des articles de *Spore* ou des publications du CTA. La plupart des interviews sont réalisées avec des journalistes et des experts des pays ACP.

Le CTA distribue les dossiers aux radios rurales sur demande, et non *via* le système d'unités de crédit. Les dossiers sont également accessibles sous forme de fichiers sonores sur Internet (www.agricta.org) où ils peuvent être téléchargés pour une rediffusion.

En 2001, les thèmes abordés seront : le droit de l'eau, le crédit, les organisations paysannes et les réformes agraires.

Pour en savoir plus :

La radio au service du monde rural des pays ACP : Répertoire 1998
CTA, 1998, 319 pages
ISBN 92-9081-2060
n° CTA 942,
20 unités de crédit

Boîte postale 380

Merci à tous ceux qui ont envoyé à *Spore* leurs souhaits pour le troisième millénaire. Tous nos vœux de santé et de bonheur !

Comment utilisez-vous *Spore* ? Au champ, au jardin, dans un club de lecture, un radio-club, une classe, un bureau, une salle de conférences ? Combien de personnes lisent cet exemplaire ? Quel "plus" attendez-vous de *Spore* ? Préparez vos réponses, car dans *Spore* 92 nous vous interrogerons en détail sur tout cela, et nous vous encouragerons à répondre.

Vous ne pouvez pas attendre ? Envoyez-nous dès aujourd'hui vos nouvelles, vos questions, vos commentaires ; vous trouverez notre adresse dans l'encadré vert.

Que dire de plus ?

■ Après avoir commandé deux livres au CTA, sur "*financer autrement*", **Malamine Kamara**, secrétaire du conseil d'administration de la Mutuelle d'Épargne et de Crédit de Sedhiou, Sénégal, nous écrit : "Aujourd'hui ces deux livres sont devenus de vrais outils de travail pour notre mutuelle et nous nous sommes rendu compte que bien des spécialistes se sont appuyés sur des études qu'on trouve dans ces deux livres. Pourtant on a parfois payé ces experts très cher."



Cultivez votre jardin avec précaution

■ **J.J. Kanjanga**, directeur de la ferme expérimentale de fumure organique de Lipangwe, à Matala, Malawi, nous écrit à propos de la promotion des fumures organiques pour les jardins urbains faite par la société LOMADEF. "Nous souhaitons exhorter tous les partenaires qui voient le petit maraîchage urbain comme une stratégie potentielle de sécurité alimentaire à ne jamais encourager l'utilisation d'engrais chimiques de synthèse, très dangereux. Pourquoi ? C'est évident ! Il faut éviter les graves dommages à la santé et à l'environnement que provoquent les engrais synthétiques et les pesticides. Au Malawi, nous avons un proverbe qui dit 'nous ne

mangeons jamais avec nos deux mains, même si nous sommes affamés'. Cessons donc d'utiliser ces produits destructeurs qui transforment les agriculteurs en meurtriers involontaires."

Des abeilles qui renaissent de leurs cendres ?

■ **Alemseged Mengesha**, de Wolaita Soddò en Éthiopie, se demande : "Quel est ce mystère ? Un matin, j'ai été appelé à l'extérieur pendant mon petit déjeuner et j'ai laissé une tasse de thé à moitié pleine sur la table. À mon retour, une heure plus tard, la tasse était pleine d'abeilles mortes. Je m'apprêtais à les jeter aux ordures quand un paysan qui passait par là me conseilla de les laisser sur les cendres du feu de la cheminée. Ce que je fis ; 45 minutes plus tard, 80 % des abeilles revinrent à la vie et s'envolèrent. J'écris pour échanger mon expérience, pour encourager les savoirs locaux et pour vous demander la clé de ce mystère. Est-ce lié à la capacité d'absorption des cendres ou autre chose ? "

Une vraie formation participative

■ **François Benao** de Léo, au Burkina, réagit à la suite d'une lettre de Sirad Seïed Yesut parue dans *Spore* 83. "Il serait bon et bien que le CTA essaie de démocratiser (excusez-moi du terme !) la politique d'appui à l'organisation de séminaires et d'ateliers. Car nous autres qui travaillons au plus profond des zones les plus enclavées, nous avons

Des outils à affûter

Dans le domaine de l'information agricole pour les décideurs et les praticiens, plusieurs outils mis en chantier par le CTA sont presque prêts à l'emploi.

En ce qui concerne les réseaux de politique agricole, un séminaire de haut niveau a été organisé à Entebbe, Ouganda, du 6 au 10 novembre 2000. Ouvert par le Dr Kisamba-Mugerwa, ministre de l'Agriculture de l'Ouganda, il réunissait 31 délégués des six régions ACP, représentant la diversité des intervenants des politiques agricoles : décideurs, conseillers politiques, universitaires, chercheurs, statisticiens, ONG, organisations paysannes, donateurs et experts en information.

Les politiques agricoles étant une préoccupation au niveau national et régional, les participants ont étudié des documents sur chacune des régions ainsi que des rapports d'expériences menées en Tanzanie et à Antigua et Barbuda. Le séminaire a recommandé que la gestion de l'information et de

la communication (GIC), un élément indispensable au processus décisionnel politique, soit soutenue au niveau national et régional et que les capacités de GIC soient renforcées. L'échange d'informations et d'expériences par le biais des réseaux est également essentiel. En l'espèce, il s'agit de fournir plus d'informations, y compris directives, méthodologies et travail, en réseau sur les expériences réussies en matière de politiques agricoles, dans les pays ACP comme ailleurs.

Du matériel imprimé, vidéo et électronique (site web et cédérom) sera bientôt disponible à propos du processus de **détermination des thèmes d'information prioritaires en agriculture (TIPA)** au niveau national dans tous les pays ACP. Une équipe de 17 formateurs dont un coordinateur pour chacune des 6 régions ACP a été mise en place lors d'un atelier de formation sur la méthodologie TIPA, organisé au CTA en novembre 2000. Cet atelier était l'avant-dernière étape de plusieurs

années de travail sur cette méthodologie qui vise à impliquer l'ensemble des acteurs de l'agriculture.

Le développement de **systèmes d'information sur les marchés (SIM)** pour les petits opérateurs du secteur agricole des pays ACP est un axe important du travail du CTA dans le domaine « conquête des marchés » (un des cinq thèmes prioritaires du Centre). Le CTA a organisé une consultation d'experts en octobre 2000 pour identifier les meilleurs usages des SIM, en se basant sur les expériences de projets pilotes menés au Ghana, au Kenya et en Ouganda. Le mot clé est intégration. Au niveau local, l'accent est mis sur l'information locale et sur des apports ponctuels des autres SIM. Cette information locale devrait à son tour être relayée par les systèmes nationaux et régionaux. Ces structures auront besoin de personnel vigilant et informé et d'informations fiables et accessibles. Les prochaines consultations se pencheront sur ces questions.

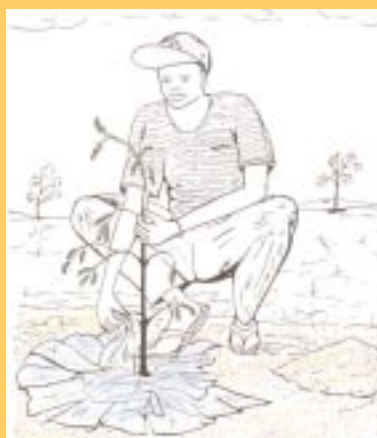
aussi besoin de participer à de telles réunions pour en faire bénéficier les vrais ruraux. Pourtant, chaque fois, nous sommes informés par *Spore* de ces séminaires après leur tenue, alors qu'ils se tiennent souvent dans nos régions. (...) Si nous étions associés à de telles rencontres nous pourrions échanger nos idées avec les autorités, de la base au sommet et du sommet à la base."

Plus de maïs et de *nsima*

■ **Lennox Wilson A Chitsonga** de la ferme Kaphiri-Kamodzi à Felemu-Mwanza, Malawi, nous écrit : "Le manuel sur le maïs reçu du CTA m'a aidé à réaliser que j'avais des progrès à faire pour le rendement de maïs à l'hectare, combien cette culture est répandue et à quel degré de sophistication technique on est parvenu dans le processus de production, de traitement et de commercialisation. Ce livre m'a aussi aidé à améliorer ma production, qui est passée des traditionnels 0,75 tonne à l'hectare à 2,5 tonnes pour la saison 1999-2000. J'ai réalisé ce rendement sur ma propre parcelle où j'ai semé du maïs et que j'ai travaillée de mes mains. Tant que j'aurai ce livre et que je le mettrai si bien en pratique, cela signifiera plus de maïs, de farine de maïs *nsima* et plus d'argent pour investir." M. Chitsonga ajoute : "Au Malawi, les gens disent qu'un repas sans *nsima*, c'est comme si on allait au lit sans manger." Il a décrit son mode de préparation, très connu en Afrique australe. Les lecteurs peuvent en demander copie en écrivant directement à la rédaction de *Spore*.

Une nouvelle vie pour les sacs en plastique et les pots de terre

■ Un lecteur, **Jean-Yves Clavreul**, nous envoie (par e-mail) une note et une photo à propos de méthodes simples de rétention d'eau et de terre pour faciliter la croissance de jeunes plants. Étendez un vieux sac en plastique (il en traîne toujours un peu partout) sur l'emplacement avant de mettre la plante en terre et recouvrez-le d'une petite couche de terre. Une variante consiste à placer des morceaux de pots en terre autour du pied de la plante en veillant à mettre la partie arrondie sur le dessus et à les recouvrir de terre. Il suffit d'arroser une fois par semaine autour de la tige pour voir la plante pousser vigoureusement.



J.-Y. Clavreul
2, rue du Garage
14460 Colombelles, France
E-mail : jean-yves.clavreul@wanadoo.fr



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : redactionspore@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : spore-desk@mediateurs.org

Ont participé à ce numéro :
Didier Chabrol, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Erik Heijmans, Catherine Imbert, Catherine Marzin, Dudley Moloï, Paul Osborn, Jacques Sultan, Christine Tissot.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2 001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.
Merci de mentionner *Spore* comme source.



Tshupo Khumbane, qui gère sa propre exploitation tout près de Pretoria, sensibilise les femmes rurales aux problèmes de sécurité alimentaire familiale et aux pratiques de l'agriculture de subsistance. Militante en ce domaine, elle collabore depuis les années 70 avec EDA (Agence pour le développement et l'environnement). Elle a aussi été membre des conseils d'administration de la South African Broadcasting Corporation et du National Agricultural Marketing Council.

Savoir local

Vive la subsistance !

Aux yeux du monde, l'Afrique du Sud semble avoir définitivement tourné la page du régime honni de l'apartheid. Mais en réalité, le passé de la "nouvelle" Afrique du Sud est encore très présent. C'est ainsi que l'accès du plus grand nombre aux terres n'est toujours qu'un vœu pieux, alors même qu'il est la clé de la fin de la misère. Tshupo Khumbane a travaillé durant des décennies pour restaurer les liens et l'amour du peuple à sa terre. Elle s'entretient avec le journaliste ACP Dudley Moloi.

"Depuis le début du XIX^e siècle et jusqu'aux années 80, les politiques foncières d'Afrique du Sud ont entraîné le déplacement forcé de millions d'individus. Contraints de quitter leurs terres natales, ils ont été rassemblés sur environ un huitième du territoire national, dans des réserves indigènes, ou *homelands*, surpeuplées et sans potentiel agricole."

Embarquée dans l'agriculture

"C'est une épidémie de typhoïde dans une de ces réserves indigènes qui a fait de moi une autre personne. Je travaillais dans un hôpital à Hammanskraal, et c'était mon premier poste d'assistante sociale. Cette colonie, principalement noire, du nord de Johannesburg était peuplée de gens qui avaient été déplacés de leur terre natale, une région appelée Walmansdaal. C'est peu après leur arrivée à Hammanskraal qu'une sérieuse épidémie de typhoïde se déclara, une des plus terribles que j'aie jamais connue. L'hôpital avait besoin de solutions à long terme autant que de médicaments.

Un samedi, j'ai dit au médecin-chef : "Prêtez-moi un chauffeur et une ambulance, je vais demander des graines aux agriculteurs [blancs voisins]". Et j'ai collecté des graines en ambulance – des graines d'urgence. Pendant que les sœurs distribuaient les médicaments, je distribuais une autre médecine : des paquets de graines. Il y avait beaucoup de cas de tuberculose et je voulais rompre le cercle vicieux de la maladie grâce à une nutrition préventive. J'ai démarré une campagne de jardins potagers avec les femmes.

L'approche était simple. Comme il n'y avait pratiquement pas d'infrastructure hydraulique, nous avons construit de petits barrages pour collecter l'eau de pluie. Nous utilisions toutes sortes de détritrus comme engrais. Je manquais de connaissances, mais j'étais déci-

dée et passionnée. C'était comme du feu et tout le monde était très excité."

Dans agriculture, il y a "culture"

"Autrefois, les gens produisaient leur propre nourriture et avaient leurs propres moyens de stockage de grains pour faire face aux pénuries en cas de sécheresse par exemple. Ils recouraient aux techniques traditionnelles de séchage et connaissaient les plantes sauvages, vivrières et médicinales. Mais ce savoir a pratiquement disparu sauf rares exceptions : ayant perdu leur terre et leur bétail, les anciens n'ont pas pu transmettre leurs connaissances et leur savoir-faire aux jeunes générations.

" Il faut que l'agriculture paysanne fasse l'objet de la même attention que l'agriculture commerciale "

Le lourd héritage foncier sud-africain n'a pas échappé au nouveau gouvernement, dont le programme de réforme agraire vise à réparer les pertes de terre subies par les communautés sous les régimes coloniaux et l'apartheid. Il comptait ainsi distribuer 30 % des terres arables aux sans-terre. Mais aujourd'hui, moins de 1 % de la terre a été distribuée ; le rythme est terriblement lent. Un des principaux défauts du programme est qu'il n'a pas prévu d'encourager les gens à utiliser la terre disponible comme base de la sécurité alimentaire et facteur d'élimination de la misère. Il vise au contraire à transformer les nouveaux propriétaires en petits producteurs commerciaux, à l'instar des quelque 60 000 agriculteurs blancs qui constituent l'ossature de l'agro-industrie sud-africaine. Ce modèle qui leur est proposé rend les gens honteux de ce qu'ils pourraient pourtant mieux réussir : des productions agricoles et des initiatives de

sécurité alimentaire fondées sur leur propre culture. Mais je n'ai pas l'impression de convaincre qui que ce soit en disant cela. Les politiques gouvernementales actuelles ne sont pas en faveur de l'agriculture de subsistance.

L'alimentation est pourtant la base de tout : celui qui a de quoi manger n'a plus de soucis. Mais il faut faire taire les voix qui disent que nous sommes bêtes et que nous n'y arriverons pas. Il nous faut transformer les services de vulgarisation de telle façon que l'agriculture paysanne fasse l'objet de la même attention que l'agriculture de marché.

Il faut reconstruire ce que nous avons détruit. Nous devons faire changer notre peuple de civilisation, et nous regarder à nouveau comme des êtres humains. Pour y

parvenir, il faudra beaucoup d'amour et d'engagement, mais alors nous aurons le paradis sur terre et l'abondance pour tous.

Il nous faut une stratégie de sécurité alimentaire qui commence par le souci de chacun de nous pour son voisin quand il manque de nourriture. Ce n'est pas quantifiable en nombre de sacs comme le font les agronomes et les économistes. Et ce sont les gens qui vivent en dessous de la ligne de pauvreté qui doivent eux-mêmes le découvrir et l'expérimenter. Nous ne pouvons vivre de monoculture. Nous ne pouvons manger d'une seule plante. La diversité crée à la fois le plaisir et la durabilité. Les gens ont oublié l'essentiel et sont devenus avides d'argent."

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.